

TRANSPORTS SANITAIRES : LE PATRONAT BLOQUE LES SALAIRES, LA CGT REFUSE LA MASCARADE !

Notre Fédération dénonce la stratégie du patronat du sanitaire qui, sous couvert de difficultés économiques, cherche une nouvelle fois à faire payer les salariés. Pendant que le coût de la vie explose et que les conditions de travail se dégradent, les employeurs refusent toute véritable négociation salariale.

Pour la CGT, l'urgence est claire : augmenter immédiatement les salaires, revaloriser les grilles et améliorer les accessoires de rémunération. Les salariés ne peuvent plus être la variable d'ajustement des choix patronaux.

Nous condamnons également toute instrumentalisation des salariés : aucun ambulancier, aucun salarié ne doit être poussé ou contraint à participer à des opérations de communication patronales, les travailleurs ne sont pas les porte-parole de ceux qui refusent d'augmenter les salaires !

En effet, à défaut de négocier les rémunérations, le patronat multiplie les groupes de travail sans pouvoir de décision. Cette méthode ne trompe personne : elle vise à détourner le débat des revendications salariales.

La CGT refuse les régressions sociales proposées :

- Remplacer les indemnités de repas par des titres-restaurant ;
- Allonger le préavis de démission au détriment des salariés ;
- Utiliser les discussions sur la prévoyance, les seniors, la qualité de vie au travail ou les classifications pour éluder la question centrale des salaires...

Face à cette impasse, les organisations syndicales ont adopté une position commune : aucun groupe de travail ne peut remplacer une négociation salariale digne de ce nom.

La CGT revendique :

- Une augmentation immédiate des salaires ;
- L'amélioration concrète des droits et des conditions de travail ;
- L'abandon des manœuvres patronales destinées à repousser les réponses attendues par les salariés.

Nous appelons les salariés à ne pas cautionner les initiatives patronales et à préparer dès maintenant une rentrée sociale combative car seule la mobilisation des salariés permettra d'imposer de véritables avancées sociales et salariales !

Montreuil, le 10 juillet 2026